

Depuis juin, la Commission européenne négocie avec les États- Unis le TransAtlantic Free Trade Area (TAFTA), encore appelé Grand Marché Transatlantique.

Cet accord cherche à instaurer un vaste marché de libre-échange entre l'Europe et les USA. Il vise le démantèlement des droits de douane qui amplifierait la concurrence débridée et empêcherait la relocalisation de nos entreprises, moyen pour les multinationales d'éliminer toutes les décisions publiques qui constituent des entraves à l'expansion de leurs parts de marché.

Il asservirait les peuples des deux côtés de l'Atlantique.

Il pourrait introduire un arbitrage privé qui se substituerait aux juridictions existantes. Les investisseurs privés pourraient contourner les lois qui les gênaient, permettant par exemple aux pétroliers d'imposer en France l'exploitation des gaz de schiste et autres hydrocarbures dits non conventionnels.

Une telle architecture juridique limiterait le pouvoir des états de maintenir des services publics, protéger les droits sociaux, préserver du marché les activités associatives, sociales et culturelles, contrôler l'activité des multinationales dans le secteur extractif ou encore investir dans des secteurs d'intérêt général comme la transition énergétique.

L'emploi : l'inspection et le code du travail devenant illégaux, plus de préavis de licenciement. Pôle emploi devrait être privatisé ou serait attaqué en justice par les sociétés d'intérim pour concurrence déloyale avec de graves conséquences sur le taux de chômage.

La santé et les retraites : les groupes pharmaceutiques pourraient bloquer la distribution des génériques. Les services d'urgence pourraient être privatisés et les retraites par répartition démantelées.

Les compagnies d'assurances se substitueraient aux CRAM, ARRCO, AGIRC et pourraient attaquer en justice les CPAM pour concurrence déloyale.

L'enseignement : les universités privées pourraient attaquer en justice l'Éducation nationale pour concurrence déloyale.

De la maternelle au docto- rat, les sociétés privées contesteraient aux écoles, cantines scolaires et resto U toutes subventions municipales, régionales ou nationales.

C'est pourquoi les Elus Communistes et Républicains vont se mobiliser contre le TAFTA.